

Wright, Veronic (Gambie)

[Original : anglais]

Curriculum vitae

NOM DE FAMILLE :	WRIGHT	
PRENOM :	Veronic	
DEUXIEME PRENOM :		
SEXE :	Féminin	
DATE DE NAISSANCE :	8 octobre 1966	
NATIONALITE :	Gambienne	
GROUPE REGIONAL :	Afrique	
AUTRE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)		
ÉTAT CIVIL :	Célibataire	
LISTE A/LISTE B	Liste A	
LANGUES	Langue maternelle : krio	
- ANGLAIS	(écrit) niveau avancé	(oral) niveau avancé
- FRANÇAIS	(écrit) niveau intermédiaire	(oral) niveau intermédiaire
- AUTRES	wolof : (écrit) niveau intermédiaire	(oral) niveau avancé
	: (écrit) Veuillez sélectionner	(oral) Veuillez sélectionner
	: (écrit) Veuillez sélectionner	(oral) Veuillez sélectionner
	: (écrit) Veuillez sélectionner	(oral) Veuillez sélectionner
ÉDUCATION : <i>Date, institution, qualification(s) obtenue(s) (en commençant par les plus récentes)</i> <i>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite de l'espace pour ajouter des données</i>		
09/1997 - 09/10/1998 - <i>Institution :</i> London School of Economics and Political Science (LSE), Londres (Royaume-Uni) - <i>Qualification obtenue :</i> Maîtrise de droit - (LL.M.)		
03/1993 - 06/1993 - <i>Institution :</i> Centre universitaire européen pour les études sur la paix, Stadtschlaining (Autriche) - <i>Qualification obtenue :</i> Certificat d'études sur la paix et la résolution des conflits		
09/1989 - 10/1990 - <i>Institution :</i> Nigerian Law School, Lagos (Nigéria) - <i>Qualification obtenue :</i> Avocate (B.L.)		
10/1985 - 07/1989 - <i>Institution :</i> Fourah Bay College, Université de Sierra Leone, Freetown (Sierra Leone)		

-	Qualification obtenue :	Licence de droit (LL.B.)
08/1983 - 06/1985		
-	Institution :	Lycée Saint-Augustin, Banjul (Gambie)
-	Qualification obtenue :	Certificat général de fin d'études secondaires (niveau avancé)
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par les plus récentes) - Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite de l'espace pour ajouter des données - Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience pour la candidature au titre de la liste A ou B, le cas échéant		
03/2023 - Aujourd'hui		
-	Employeur :	Parquet de la République de Gambie
-	Intitulé du poste :	Juge d'appel, Cour d'appel gambienne
-	Autres informations :	Ma principale responsabilité est d'instruire et de juger les affaires pénales et civiles formées en appel par la Haute Cour, en tant que membre d'un collège de trois juges. À ce titre, j'examine les dossiers de l'affaire constitués par la juridiction inférieure, ainsi que les mémoires des avocats, je conduis les recherches juridiques requises et je rédige les décisions et les jugements qui régleront les affaires portées en appel. Je siège parfois en tant que juge unique pour statuer sur des recours interlocutoires urgents. Je siège occasionnellement à la Cour suprême en tant que juge suppléante. J'ai été désignée pour représenter la Justice dans les affaires relatives à la justice transitionnelle et la justice pénale internationale et je siège au Comité technique conjoint Gambie-CEDEAO sur l'établissement d'un tribunal mixte pour la Gambie. À ce titre, j'ai présidé le sous-comité chargé de la rédaction du Statut du Tribunal spécial pour la Gambie, et coopéré étroitement avec les experts de la Commission de la CEDEAO et de la Gambie à la formulation de la Décision de la CEDEAO portant création du Tribunal spécial. Ce dernier jugera les violations flagrantes des droits humains constituant des crimes contre l'humanité, commises en Gambie entre 1994 et janvier-juillet 2017. J'assume également les fonctions ponctuelles que me confie le Président de la Cour suprême pour appuyer l'administration du Parquet, notamment l'élaboration des documents sur la gestion des ressources humaines et la révision du Plan stratégique du Parquet. Je préside le comité établi à cette fin. Je siège au Comité de supervision et de suivi de la Haute Cour. Je préside le comité pour l'établissement d'un tribunal spécial pour les crimes sexuels et à caractère sexiste en Gambie. Je contribue à la formation continue des juges et des magistrats dans mes domaines d'expertise. Cette expérience montre que je possède des compétences reconnues, en tant que juge qui applique le droit pénal et la procédure pénale. Elle atteste également mon expertise dans les domaines du droit pénal international et de la procédure pénale, laquelle est prouvée par le rôle central que j'ai joué dans la création d'instruments juridiques pour le Tribunal spécial pour la Gambie, chargé d'instruire les graves violations des droits humains constituant des crimes contre l'humanité.
10/2020 - 02/2023		
-	Employeur :	Bureau de lutte contre le terrorisme (BLT) des Nations Unies, New York (USA)
-	Intitulé du poste :	Spécialiste hors classe de la gestion de programmes et chef de la Section des droits de l'homme et de l'égalité des sexes
-	Autres informations :	Le BLT coordonne tous les efforts déployés par les Nations Unies contre le terrorisme et contribue à la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale, adoptée à l'ONU par les États membres et les organisations. J'ai été initialement chargée du Pilier sur les droits de l'homme, la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent, et, à ce titre, j'ai encadré le Programme du BLT sur les droits de l'homme, son Programme sur l'égalité des sexes, son Programme sur les victimes du terrorisme, son Programme sur les poursuites, la réadaptation et la réintégration et son Programme sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. Lorsque les États membres ont demandé qu'une plus grande attention soit portée aux droits de l'homme et à l'égalité hommes-femmes dans la lutte contre le terrorisme, une

Section spéciale a été créée, afin de gérer les programmes élargis à ces deux considérations et j'ai été choisie pour la diriger. À ce titre, j'ai supervisé l'intégration des aspects des droits de l'homme et de l'égalité des sexes dans tous les travaux confiés au BLT. J'ai assuré la liaison avec les autres organismes de l'ONU chargés de la lutte contre le terrorisme, notamment le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme, les gouvernements et d'autres partenaires. En tant que membre de l'équipe dirigeante de l'Organisation, j'ai aidé le Secrétaire général adjoint dans la gestion du BLT.

Cette expérience est pertinente pour la liste B, dans la mesure où mes travaux ont notamment porté sur l'application du droit relatif aux droits de l'homme et du droit humanitaire dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, l'intégration des considérations sur l'égalité hommes-femmes dans les lois, les politiques et les actions de contreterrorisme, ainsi que l'assistance aux victimes du terrorisme.

10/2019 - 10/2020

- *Employeur :* Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/l'État islamique à répondre de ses crimes commis à Bagdad et en Irak
 - *Intitulé du poste :* Juriste principale et chef de l'Unité des crimes sexuels et à caractère sexiste et des crimes commis contre des enfants
 - *Autres informations :* L'Équipe d'enquêteurs avait pour mandat d'enquêter sur les crimes commis par Daech/l'État islamique sur le territoire irakien durant la période de son « califat », et de les documenter. J'avais pour responsabilités de conduire les enquêtes sur les crimes sexuels et à caractère sexiste, et les crimes commis contre des enfants, par l'État islamique/Daech, afin de constituer des dossiers contre leurs auteurs, notamment les dirigeants de l'État islamique/Daech, et de collaborer avec les pays ayant engagé des poursuites pénales contre leurs membres. J'ai interrogé des témoins et des survivants, examiné et analysé les études, les rapports et les autres informations concernant l'idéologie et les activités de l'État islamique/Daech. J'ai également fourni des conseils juridiques et politiques, ainsi que des appuis, aux différentes équipes chargées des enquêtes au sein de l'Équipe d'enquêteurs, aux fins de l'intégration, dans leurs travaux, des enquêtes et des documents sur les violences sexuelles et à caractère sexiste et les crimes commis contre des enfants. J'ai ainsi formulé des avis sur les normes internationales et les meilleures pratiques applicables aux enquêtes sur ces deux types de crimes, et contribué à leur évolution progressive. Avec l'aide d'une équipe de collègues, j'ai rédigé la Politique sur la parité hommes-femmes pour l'Équipe d'enquêteurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique de l'ONU sur la parité hommes-femmes, et encouragé l'égalité hommes-femmes dans le recrutement et la promotion du personnel. J'ai enfin facilité l'organisation de formations et d'autres initiatives de renforcement des capacités pour des fonctionnaires nationaux. Au niveau de la direction de l'Équipe d'enquêteurs, j'ai contribué à l'encadrement de l'Équipe, notamment au recrutement de personnels, à la gestion de la charge de travail et au mentorat.
- Cette expérience atteste des compétences pour les enquêtes sur les crimes internationaux graves, en particulier les crimes sexuels et à caractère sexiste et les crimes commis contre des enfants, dans le contexte de déchaînements de violences, et pour la constitution de dossiers d'affaires susceptibles d'aboutir à un procès pour leurs auteurs. Ces compétences sont pertinentes pour la liste A.

01/2019 - 10/2019

- *Employeur :* Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)
- *Intitulé du poste :* Conseillère juridique principale régionale, Bureau régional de l'ONUDC pour l'Afrique occidentale et centrale
- *Autres informations :* J'ai encadré le Programme de l'ONUDC pour la justice en Afrique occidentale et centrale, en appuyant la prestation d'aides techniques tout au long de la chaîne de justice pénale, notamment les formations pour les enquêteurs, les procureurs, les magistrats, les juges et les agents pénitentiaires. Mes travaux ont privilégié le renforcement de la coopération internationale dans les affaires pénales, afin d'accroître l'efficacité des enquêtes, des poursuites et des jugements relatifs aux crimes graves, dans les pays de l'Afrique occidentale et centrale. J'ai également été la coordonnatrice du Réseau des autorités centrales et des procureurs de l'Afrique

de l'Ouest (WACAP), qui avait pour principal objectif d'améliorer la coopération entre les procureurs et les magistrats dans les enquêtes, les poursuites et les jugements relatifs aux crimes graves commis en Afrique de l'Ouest et dans d'autres régions. À ce titre, j'ai collaboré étroitement avec d'autres réseaux judiciaires, tels qu'EUROJUST. J'ai enfin participé à l'élaboration de politiques et de lois nationales dans le domaine du droit pénal pour les pays de la sous-région.

Cette expérience témoigne de compétences reconnues en droit pénal et en procédure pénale, en tant que conseillère juridique et formatrice pour les procureurs et les magistrats dans ces domaines, et pertinentes pour la liste A.

09/2017 - 12/2018

- *Employeur :* Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux (MIFRTP), Arusha (Tanzanie)
 - *Intitulé du poste :* Juriste principale et administratrice, Bureau du Procureur
 - *Autres informations :* En plus d'instruire les affaires devant le Mécanisme, j'avais pour fonctions de renvoyer les affaires devant les juridictions nationales, d'initier des poursuites pour outrage, de répondre aux demandes adressées par des personnes condamnées à des fins de révision de leurs jugements et de libération anticipée. Durant mon mandat, nous avons examiné l'affaire Le Procureur c. Augustin Ngirabatware et initié plusieurs poursuites pour outrage à l'encontre de Maximilian Turnabo et coll., qui avaient incité plusieurs témoins de la Défense à tenter de modifier leurs dépositions au procès d'Augustin Ngirabatware, tenu devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda. J'ai fourni une assistance à plusieurs juridictions nationales ayant demandé des informations et des éléments de preuve pour poursuivre des personnes accusées de crimes liés au génocide des Tutsis, perpétré au Rwanda. J'ai enfin été la principale responsable du bon fonctionnement de la section d'Arusha du Bureau du Procureur, en supervisant notamment les personnels et en assurant la qualité des dossiers juridiques émanant du Bureau du Procureur.
- Cette expérience atteste des compétences reconnues en droit pénal international et en procédure pénale, en tant que procureur, et pertinentes pour la liste A.

08/2013 - 08/2017

- *Employeur :* Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Bureau régional pour l'Afrique occidentale et centrale, Dakar (Sénégal)
 - *Intitulé du poste :* Conseillère juridique principale régionale et chef de la Section de la justice
 - *Autres informations :* En tant que conseillère juridique principale régionale et chef de la Section de la justice et de l'intégrité, j'ai fourni des services de conseil juridique et une assistance technique à 23 pays de l'Afrique occidentale et centrale, dans tous les domaines liés au mandat de l'ONUDC, y compris la réforme juridique, la consolidation de l'État de droit et le respect des droits de l'homme, l'accès à la justice, la réforme pénitentiaire et les questions associées de la prévention du crime et de la justice pénale. J'ai été chargée d'assurer l'efficacité des programmes mis en œuvre à la Section et de préparer les rapports programmatiques et financiers relatifs aux activités de la Section. En ma qualité de coordonnatrice du Réseau des autorités centrales et des procureurs de l'Afrique de l'Ouest (WACAP), j'ai défini les orientations techniques nécessaires pour appuyer l'efficacité et l'efficacité de la coopération judiciaire dans les affaires pénales parmi les pays de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agissait notamment de former les procureurs, les magistrats et les juges à la coopération internationale dans les affaires pénales. J'ai collaboré avec les Commissions de la CEDEAO et de la CEEAC, l'Union africaine et d'autres entités régionales compétentes, noué des partenariats et assuré la liaison avec mes homologues, à l'intérieur et à l'extérieur de l'ONU, afin d'accroître la coopération dans la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme en Afrique occidentale et centrale.
- Cette expérience montre des compétences reconnues en droit pénal et en procédure pénale, en incluant la formation de procureurs, de juges, de magistrats, d'enquêteurs et d'autorités compétentes sur la coopération internationale dans les affaires pénales. Ces compétences sont pertinentes pour la liste A.

08/2011 - 07/2013

- <i>Employeur :</i>	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Vienne (Autriche)
- <i>Intitulé du poste :</i>	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale, Département de la criminalité organisée, Division des traités
- <i>Autres informations :</i>	J'ai appuyé les travaux de la Conférence des Parties à la Convention contre la criminalité organisée (UNTOC-COP), de ses groupes de travail et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ), ainsi que ses travaux préparatoires et ses sessions, notamment ceux du Groupe de travail d'experts sur la coopération internationale dans les affaires pénales. J'ai rédigé des documents de séance, des ordres du jour, des notes d'information, des rapports et des projets de résolution. J'ai également coopéré avec les États Parties à la mise en œuvre de l'UNTOC, en assurant une assistance technique, notamment des formations, la préparation de rapports analytiques et de directives, la production de guides, de manuels et d'autres outils pratiques, tels que des bibliothèques en ligne, incluant le portail SHERLOC de l'ONUDC. J'ai collaboré avec des experts à la production des Directives de l'ONU sur le trafic de biens culturels. Cette expérience met en évidence des compétences reconnues dans les domaines du droit pénal international et de la procédure pénale, en particulier pour la criminalité organisée, la prévention du crime et la justice pénale, dans le cadre de services fournis aux États et d'aides apportées au renforcement des capacités des procureurs, des juges et des avocats dans ce domaine. Elles sont pertinentes pour la liste A.
07/2010 - 07/2011	
- <i>Employeur :</i>	Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) relevant des Nations Unies, Arusha (Tanzanie)
- <i>Intitulé du poste :</i>	Substitut du Procureur en appel, Bureau du Procureur
- <i>Autres informations :</i>	J'ai travaillé dans une équipe du substitut du Procureur en appel, afin de préparer et de rédiger les mémoires d'appel pour le Procureur et en son nom. Il s'agissait notamment d'examiner les jugements du TPIR et d'autres jugements. Dans le cadre de mes fonctions, j'ai également poursuivi (en tant que membre d'une équipe d'appui aux procès) Agustin Ngirabatware, l'une des personnes accusées de génocide et de crimes contre l'humanité. J'ai supervisé et guidé des juristes adjoints et des stagiaires et contribué à l'encadrement de l'équipe d'appui aux procès.
08/2008 - 06/2009	
- <i>Employeur :</i>	Département des affaires politiques de l'ONU, Secrétariat de l'ONU, New York (USA)
- <i>Intitulé du poste :</i>	Analyste hors classe, Commission d'enquête internationale sur la mort de Benazir Bhutto, ancienne Premier ministre pakistanaise (Commission Bhutto)
- <i>Autres informations :</i>	Détachée du TPIR au Département des affaires politiques, j'ai rejoint le personnel technique de la Commission, afin d'appuyer la mission d'enquête conduite sur l'assassinat de Mme Bhutto. À ce titre, j'ai mené des enquêtes au Pakistan et dans d'autres pays. J'ai interrogé des témoins, visité des lieux présentant un intérêt pour les enquêtes, rencontré plusieurs enquêteurs précédemment chargés de l'incident et examiné les rapports établis sur l'assassinat. J'ai aidé les commissaires sur plusieurs aspects importants de l'enquête et formulé des recommandations sur les mesures à prendre. J'ai notamment contribué à la rédaction du Rapport final de la Commission d'enquête internationale, soumis au Secrétaire général de l'ONU. Cette expérience atteste de mes compétences dans les enquêtes sur les crimes graves, les analyses d'informations complexes, la rédaction de rapports détaillés, notamment l'établissement de conclusions et la formulation de recommandations. Elles sont pertinentes pour la liste A.
05/2005 - 07/2009	
- <i>Employeur :</i>	Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) relevant des Nations Unies, Arusha (Tanzanie)
- <i>Intitulé du poste :</i>	Substitut du Procureur, Bureau du Procureur
- <i>Autres informations :</i>	En ma qualité de substitut du Procureur, j'ai poursuivi des personnes accusées de génocide et de crimes contre l'humanité devant le Tribunal. J'ai rédigé des mémoires et des opinions juridiques sur des questions juridiques présentant un intérêt pour les travaux du Tribunal, conduit, encadré et supervisé d'autres enquêtes

	lorsque cela était nécessaire, et dirigé l'équipe d'appui aux procès en l'absence du Premier Substitut du Procureur. J'ai également guidé des fonctionnaires moins expérimentés et des stagiaires. En tant que membre de l'équipe d'appui aux procès, j'ai été associée aux poursuites ayant conduit à l'arrestation de trois personnes accusées de crimes de génocide et de crimes contre l'humanité - à savoir Simon Bikindi, Calixte Kalimanzira et Emmanuel Rukundo. J'ai dirigé l'équipe chargée de l'affaire Emmanuel Rukundo. L'un des chefs d'accusation pour lesquels il a été inculqué concernait l'agression sexuelle considérée comme un crime de génocide. Cette expérience met en lumière des compétences reconnues dans les poursuites conduites pour les crimes internationaux graves de génocide et de crimes contre l'humanité. Elles sont pertinentes pour la liste A.
02/1999 - 05/2005	
- <i>Employeur :</i>	Secrétariat du Commonwealth, Londres (Royaume-Uni)
- <i>Intitulé du poste :</i>	Administratrice en chef des programmes et conseillère juridique, Direction des affaires juridiques et constitutionnelles
- <i>Autres informations :</i>	J'ai fourni aux pays du Commonwealth des conseils sur les politiques juridiques, ainsi qu'une assistance technique sur de nombreux aspects juridiques, facilité les contacts et le réseautage parmi les spécialistes des questions de droit dans tout le Commonwealth, en partageant des informations, et organisé des réunions et des conférences. Dans le cadre des services que j'ai fournis aux réunions des Ministres de la justice du Commonwealth et aux réunions des juristes hors classe, j'ai rédigé des documents, présenté des exposés et soumis des rapports sur les activités relevant du mandat du Secrétariat. J'ai été responsable de la publication de deux bulletins d'information trimestriels sur plusieurs aspects du droit pénal actuel, à savoir CRIMENEWS et Commonwealth Legal Assistance News (CLAN). J'ai également été chargée de veiller à la mise à jour de plusieurs bases de données sur les instruments juridiques internationaux et les législations des pays du Commonwealth dans le cadre d'une bibliothèque juridique de référence pour les pays membres. J'ai organisé et dirigé (à titre individuel et collectivement) de grandes conférences et programmes de formation, notamment le Colloque judiciaire du Commonwealth sur l'intégrité et l'éthique (Chypre, juin 2002). J'ai enfin fourni des conseils juridiques professionnels au Secrétaire général et aux dirigeants, sur les questions de personnels et de ressources humaines, aux comités d'évaluation et de traitement des plaintes du Comité d'examen des contrats, et représenté le Secrétariat devant le Tribunal arbitral du Commonwealth. Cette expérience montre des compétences dans la prestation de conseils juridiques sur le droit pénal international et la procédure pénale. Elles sont pertinentes pour la liste A.
10/1996 - 02/1999	
- <i>Employeur :</i>	Chambres du Procureur général et Ministère de la justice, Banjul (Gambie)
- <i>Intitulé du poste :</i>	Procureur général
- <i>Autres informations :</i>	En ma qualité de procureur général au Ministère public, j'ai conduit des poursuites contre des crimes graves à la Haute Cour, plaidé en appel devant la Cour d'appel et fourni des conseils sur tous les types d'affaires pénales au Directeur du Ministère public et au Procureur général. J'ai périodiquement prodigué des avis juridiques à l'Agence nationale pour l'environnement. J'ai supervisé les conseils moins expérimentés et le personnel administratif, et représenté le Gouvernement à des réunions et des conférences internationales. J'ai eu pour premières fonctions d'être juriste adjointe fraîchement diplômée de la Faculté de droit, avant de monter progressivement dans la hiérarchie, en assurant le suivi d'affaires complexes principalement liées à des poursuites pénales. Cette expérience met en évidence mes compétences pour la liste A.
10/1993 - 10/1996	
- <i>Employeur :</i>	Chambres du Procureur général et Ministère de la justice, Banjul (Gambie)
- <i>Intitulé du poste :</i>	Procureur au Bureau du Procureur général, au Ministère public
- <i>Autres informations :</i>	En ma qualité de procureur, j'ai rédigé des opinions juridiques, conduit des poursuites pénales et plaidé des appels. J'ai également fourni des conseils juridiques

	au Gouvernement sur de nombreuses questions, incluant les affaires pénales et les plaintes civiles. J'ai assumé les fonctions de responsable du droit environnemental au Ministère de la justice et d'autres fonctions à l'Office of the Curator of Intestates Estates pendant un an. Durant cette période allant de 1993 à 1995, j'ai, en plus de mes fonctions habituelles, occupé le poste de conseillère juridique devant une commission d'enquête sur les allégations de corruption prononcées contre la coopérative agricole nationale. Cette expérience, principalement liée aux fonctions de procureur, est pertinente pour la liste A. 02/1991 - 09/1993 - <i>Employeur :</i> Chambres du Procureur général et Ministère de la justice, Banjul (Gambie) - <i>Intitulé du poste:</i> Bureau du Procureur général au Ministère public - <i>Autres informations:</i> J'ai conduit des poursuites pénales et plaidé des appels dans de nombreuses affaires. J'ai aidé le Ministère public à préparer d'importantes affaires pénales, en menant des recherches juridiques, en guidant les témoins prévus pour les procès, en prenant des notes aux procès et en rédigeant les résumés des éléments de preuve. J'ai également aidé d'autres juristes confirmés à mener des poursuites dans le cadre d'affaires criminelles complexes et fourni des avis juridiques sur de nombreuses autres questions incluant la propriété intellectuelle et les droits de l'homme. Cette expérience, principalement liée aux fonctions de procureur, est pertinente pour la liste A.
AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES : - <i>Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite de l'espace pour ajouter des données</i>	
	11/2025 • <i>Activité :</i> Visite d'étude à la Cour pénale internationale, au Bureau du Procureur néerlandais, à la réunion du Réseau des procureurs chargés d'instruire des génocides et à la Cour d'appel de Paris (France), dans le cadre de l'équipe d'experts de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Guinée et Gambie), organisée par le « Réseau génocide » d'EUROJUST. 10/2025 - Aujourd'hui • <i>Activité :</i> Présidente du Comité pour l'établissement d'une Cour gambienne pour les crimes sexuels et à caractère sexiste, d'octobre 2025 à aujourd'hui. 02/2024 • <i>Activité :</i> Membre du Comité technique conjoint Gambie-CEDEAO sur l'établissement d'un tribunal international chargé de poursuivre les auteurs des violations flagrantes des droits humains commises en Gambie entre juillet 1994 et janvier 2017. 02/2024 • <i>Activité :</i> Présidente du sous-comité Gambie-CEDEAO sur la rédaction du Statut du Tribunal spécial pour la Gambie, chargé de juger les auteurs des violations flagrantes des droits humains commises en Gambie entre juillet 1994 et janvier 2017. 09/2022 • <i>Activité :</i> Participante et contributrice au Colloque de haut niveau des experts juridiques et d'autres parties prenantes sur l'examen critique des modalités requises pour établir un tribunal mixte en Gambie, chargé de poursuivre les personnes inculpées par la Commission vérité, réconciliation et réparation, ainsi que du Livre blanc du Gouvernement pour les crimes internationaux – organisé par le Barreau gambien et le Barreau américain.
PRINCIPALES PUBLICATIONS	
"The Right of the Gambian Child to a Clean Environment", contribution d'un chapitre sur le droit des enfants à un environnement propre - Édité par Agatha Fijalkowski et Malgosia Fitzmaurice et publié en 2000 par Taylor and Francis	
PRINCIPAUX SEMINAIRES	

" The Constitution Hill Principles for appointments to the Apex Court and its relevance to the Gambian context." – Document présenté à la Conférence de l'Union des magistrats et des juges du Commonwealth, organisée à Banjul (Gambie) (septembre 2025)

"Prosecuting international gender crimes: Investigations - cooperation, stakes, good practices". Présentation à un symposium régional sur les enquêtes et les poursuites conduites contre les crimes internationaux à caractère sexiste, organisé par l'Ambassade de France à l'Institut sénégalais pour la justice à Dakar (Sénégal) (mars 2025)

"Gender considerations in the provision of protective services for Victims and Witnesses" – Présentation à une formation sur la protection des victimes et des témoins, conjointement organisée par le Barreau américain, la Commission nationale gambienne des droits de l'homme, le Centre international pour la justice transitionnelle et le Ministère gambien de l'intérieur, à Banjul (Gambie) (novembre 2024)

"Accountability for past human rights abuses: Challenges and Opportunities for implementation of the TRRC recommendations. Perspectives from the Judiciary." – Présentation à la Conférence des parties prenantes sur la mise en œuvre des recommandations de la Commission vérité, réconciliation et réparation, à Banjul (Gambie) (septembre 2024)

"Reflections on The Gambia Model of Special Accountability Mechanism" : Exposé au Forum des parties prenantes sur l'après-Commission vérité, réconciliation et réparation, à Banjul (Gambie) (novembre 2023)

"Trying SGBV cases - Challenges and best practices." Document présenté à une formation sur les violences sexuelles et à caractère sexiste pour les enquêteurs, les procureurs et les autres acteurs de la justice pénale, à Banjul (Gambie) (août 2023)

"Adjudicating sexual and gender-based Crimes as gross violations of human rights amounting to Crimes against Humanity in the context of the Gambia's TRRC findings." - Document présenté à un Colloque judiciaire, à Banjul (Gambie) (septembre 2021)

AFFILIATION A DES ORGANISMES PROFESSIONNELS ET DES SOCIETES

Union gambienne des magistrats

Union des magistrats et des juges du Commonwealth (CMJA)

RECOMPENSES ET DISTINCTIONS

INTERETS PERSONNELS

Enseignement, lecture, voyages et cuisine.

AUTRES FAITS PERTINENTS

En novembre 2020, j'ai fait part de mon expérience de juriste du droit pénal international aux étudiants de l'Université Christ Church de Canterbury, dans le cadre de la série de conférences qu'elle a organisées sur les recherches interdisciplinaires et la justice pénale.